

Ce texte a été présenté par LA VIE EN ROSE, lors d'un colloque sur l'accès à l'information dans les mass-medias, organisé en novembre dernier par l'Institut Canadien d'Education des Adultes (ICEA). Voici, tels qu'ils sont parus dans Le Soleil du 11 décembre 1979 des extraits de cette communication.

De quoi brûler ses petites culottes

Il faudrait être de mauvaise foi pour prétendre que les média ne parlent pas de féminisme. "Êtes-vous féministe?" est dorénavant une question qu'on peut adresser publiquement à n'importe quelle femme, qu'elle soit mécanicienne, romancière ou mannequin.

Les média tolèrent un certain féminisme institutionnalisé ou très personnalisé. Ils supportent beaucoup plus mal l'existence d'un mouvement autonome et puissant contrôlé par des femmes et impossible à encadrer, surtout si ce mouvement prétend parler haut et fort

La censure Institutionnalisée"

Depuis plus de 10 ans, la question de l'avortement a fait couler beaucoup d'encre; été comme hiver, le sujet est toujours d'actualité. Sauf exception, on l'aborde du point de vue de la controverse, du dilemme moral. Ce dont les média ne parlent à peu près jamais, c'est de la situation réelle des 25,000 femmes qui doivent avorter chaque année et de la lutte organisée des femmes pour le droit à l'avortement libre et gratuit. Voyons comment Us réussissent ce petit tour de passe-passe.

Le comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit existe depuis 1974 et en janvier 1978, H mettait sur pied la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit, regroupement d'une trentaine d'organismes dont 2 centrales syndicales, des groupes populaires et, évidemment, de nombreux groupes féministes.

Ces deux groupes ont toujours consacré énormément d'énergie à publiciser la lutte non seulement pour informer et mobiliser les femmes mais parce que cela est indispensable à la création d'un rapport de force avec nos adversaires.

La nécessité est la mère de l'invention. Avec les années, nous sommes devenues expertes dans l'art des conférences de presse. Nous avons appris à jouer la carte du spectaculaire, à rédiger telbec et communiqué, à établir des contacts privilégiés avec certains journalistes... bref, à nous débrouiller. Si nous comparons les résultats obtenus par d'autres groupes aux nôtres, nous pouvons dire que nos efforts n'ont pas été inutiles. Nous avons réussi à établir notre crédibilité. Il nous arrive

parfois de passer pendant 45 secondes aux nouvelles de 6 heures et d'avoir 2 ou 3 articles dans les journaux du lendemain. Pourtant ces résultats deviennent vraiment absurdes et dérisoires si on les évalue en fonction de la somme de travail considérable qu'ils ont demandé. C'est ce que nous appelons la censure institutionnalisée.

La censure ouverte

Mais les média ne répugnent pas à la censure ouverte. Ces quelques anecdotes vous le prouveront

• Lévesque et les évêques

Nous avons toujours cru que faire passer une lettre ouverte dans un journal était d'une simplicité enfantine. En juillet 78, l'Assemblée des évêques du Québec faisait parvenir à René Lévesque une lettre condamnant l'avortement et la création des cliniques Lazare. Cette lettre fut reproduite dans tous les journaux. Notre cher premier ministre s'était alors empressé de leur répondre par une lettre, évidemment reprise par tous les quotidiens, où il déclarait se réjouir du dialogue amorcé et leur répondre par une lettre, évidemment reprise par tous les quotidiens, où il déclarait se réjouir du dialogue amorcé et espérer poursuivre cette collaboration, etc. etc. A notre tour, nous avons écrit à M. Lévesque mais notre lettre i nous ne devait pas être très catholique parce qu'aucun journal n'a accepté de la publier. Quelques milliers de femmes ne doivent pas déranger les hommes sérieux quand ils discutent d'avortement entre eux.

• L'action 100 femmes

Le 9 juin dernier, les Pro-Vie réunis en Front commun pour le respect de la vie et toujours aussi subtils, décidaient de miser sur l'Année internationale de l'enfant et de répandre leurs photos de foetus en couleurs sur papier glacé lors d'une fête dont le thème était "Laissons venir l'enfant, l'enfant de Dieu, l'enfant de l'homme*."

Nous décidons de réagir. Comme nous étions convaincues qu'une simple conférence de presse de dénonciation passerait inaperçue, nous avons imaginé quelque chose de plus spectaculaire. Une déclaration en faveur de l'avortement libre et gratuit: **LES FEMMES NE SONT PAS NEES POUR SE SOUMETTRE, NOUS AURONS LES ENFANTS QUE NOUS VOULONS**, signée par 119 femmes, toutes très connues au Québec, dont Lise Payette, Louise Harel, Pauline Julien, Jeannette

Clipping de LA VIE EN ROSE

Québec, Le Soleil, mardi 11

Bertrand, Rose Ouellette, etc.. ainsi que la plupart des femmes journalistes de La Presse et du Devoir.

La déclaration -devait être rendue publique lors d'une conférence de presse de la Coordination nationale le 7 juin. Cette fois, nous étions sûres d'être couvertes: notre message était clair et simple et nous ne manquions pas de têtes d'affiche. Mais quand même méfiantes, nous avons acheté 1/4 de page d'espace publicitaire à La Presse et au SOLEIL, au coût respectif de \$1.200. et \$800. Dans les deux journaux, maquettes et chèques ont été reçus et acceptés une semaine d'avance. On nous avait assuré qu'il n'y avait aucun problème et que notre espace était réservé pour le 9 juin, un samedi. Le 7 juin, nous apprenons que La Presse refuse de publier l'encart publicitaire sous prétexte que nous ne pouvons produire les signatures des 119 femmes... Du petit boss en plus gros boss, nous avons appris que l'ORDRE venait d'en haut, à savoir de l'illustre créateur de la famille Plouffe, M. Roger Lemelin lui-même.

Et comme ces gens-là marchent la main dans la main, le vendredi soir à 8 heures, nous apprenons que le SOLEIL refusait également de nous ouvrir ses pages.

Des sources généralement très bien informées ont confirmé nos soupçons: le lobbying de Pro-Vie avait fait son effet une fois de plus. Quant aux pressions exercées par quelques dizaines de nos signataires nos plus influentes, elles n'ont réussi qu'à bloquer les lignes téléphoniques de la direction de La Presse et à exaspérer Lemelin, Sisto et cie.

De justesse et on ne sait par quel miracle, nous avons réussi à la dernière minute à faire passer l'encart au Devoir et au Journal de Montréal. Et pour ceux que ce genre d'histoire ne convainc jamais de l'existence de la censure, voici l'épilogue.

La semaine suivante, nous contactons le président du syndicat des journalistes pour discuter des mesures à prendre. Comme Roger Lemelin avait déjà refusé à ce syndicat de La Presse le droit d'acheter

de l'espace publicitaire pour répondre à son inoubliable bilan de la grève publié à la une du journal, et que l'affaire était en appel devant le Conseil de presse, nous envisageons à notre tour la possibilité de porter plainte devant cet organisme. Nous en répançons la rumeur. Deux jours plus tard, Roger Lemelin convoque à son bureau une journaliste signataire, lui explique qu'il a bien réfléchi et lui demande de nous transmettre la proposition suivante: il accepterait de publier l'encart gratuitement, sans exiger les signatures, à condition que nous en modifions le texte et que nous adoptions plutôt la formulation suivante: **CETTE GRAVE DECISION NE CONCERNE QUE NOUS-MEMES** (sic).

• Battered Wives

Voici un dernier exemple car on pourrait les multiplier à l'infini. Celui-ci est peut-être le plus symptomatique.

En novembre 78, deux centres de femmes battues, Refuge et Assistance aux femmes, organisent une manifestation pour dénoncer le groupe de punk rock: 'Battered Wives' qui encourage ouvertement la violence faite aux femmes et vante les mérites d'Hitler et de Mussolini. 200 personnes manifestaient pacifiquement devant le cinéma Saint-Denis quand les policiers sont arrivés, les ont encerclés et matraqués. Bilan de l'opération: plusieurs blessé(e)s et 54 arrestations, soit la plus grosse arrestation depuis les événements d'octobre. Le lendemain, des entrefilets dans les journaux donnaient à penser que le groupe Battered Wives était un groupe de femmes battues. Personne ne comprenait pourquoi les féministes se chicanaient entre elles. La conférence de presse du surlendemain et celles qui ont été organisées par la suite n'ont jamais réussi à convaincre les médias de traiter l'affaire autrement que par quelques entrefilets incompréhensibles. Les 54 personnes arrêtées ont été accusées et trouvées coupables d'avoir troublé la paix. Leur cause est actuellement en appel.

Des silences comme ceux-là sont dangereux.

